Mai 2014 **N° 38**

STAGES, RENCONTRES, ATELIERS, CONFÉRENCES, RÉSEAUX

Mode d'emploi pour une sertion otessionnelle

Trajectoire

Le **VOULOIT** et le **pouvoir**

Recherche

DANS LE CADRE DE L'IDEX :

Claudio Radaelli*.* chercheur invité

Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

un retour aux sources



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT, directeur de Sciences Po Bordeaux

Changements de paysages

« Pendant les travaux, lit-on souvent sur la devanture des magasins en cours de rénovation, l'activité continue ». Un tel avis se justifie tout particulièrement pour Sciences Po Bordeaux. Une nouvelle année universitaire s'achève et elle confirme, par de nombreux aspects, que l'activité n'a pas baissé à l'Institut ces douze derniers mois, depuis que les travaux d'extension et de restructuration ont démarré.

Développement des relations internationales ; participation au débat citoyen à l'occasion des dernières élections municipales ; inscription dans les demandes de création de postes organisées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche; mais aussi participation au processus de transformation du paysage universitaire bordelais et aquitain, sans oublier d'autres dossiers essentiels à nos yeux : la parité femme/ homme et la lutte contre toutes les formes de discrimination ou de harcèlement à Sciences Po Bordeaux ; la diversification sociale de notre recrutement étudiant ; l'encouragement et le soutien à la vie associative étudiante ; les relations avec nos partenaires privilégiés et traditionnels que sont les Instituts d'Etudes Politiques de Paris et Grenoble à travers la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; la place centrale qui doit être celle de la recherche dans notre développement ; l'avenir professionnel de nos diplômés ; notre inscription dans le tissu économique local sous forme de chaires ; le renforcement des liens désormais anciens et étroits avec quelques grands médias nationaux et régionaux; etc.

De ce quasi inventaire à la Prévert de toutes nos activités (et j'en oublie certainement) je voudrais mettre en évidence, cette fois-ci, la grande mutation du paysage universitaire qui nous entoure. Le 1er janvier 2014 a vu naître l'Université de Bordeaux désormais présidée par le professeur Manuel Tunon de Lara. Nous connaissons bien la nouvelle équipe dirigeante de cette grande université, ne serait-ce que par les très nombreuses réunions que nous avons tenues ensemble lorsque notre établissement participait au processus de fusion engagé dès 2010. Nous avons choisi de conserver notre autonomie tout en indiquant très clairement que nous souhaitons une association étroite avec l'Université de Bordeaux par le biais d'une convention établie entre nos deux établissements. Ce processus est en cours et nous nous en félicitons. Les premiers échanges, « politiques »,

ont montré combien est forte la relation qui nous lie d'ores et déjà. Mais nous sommes également très désireux de participer à la COMUE (Communauté d'universités et d'établissements) d'Aguitaine telle qu'elle apparaît au terme de la loi Fioraso sur l'enseignement supérieur. Cette COMUE d'Aquitaine, dont l'administrateur provisoire, le professeur Jean-Michel Uhaldeborde, connaît fort bien Sciences Po Bordeaux puisqu'il y a débuté sa carrière d'économiste en qualité de maître de conférences (tout en enseignant principalement à la Faculté de sciences économiques de ce qui était alors l'Université Bordeaux 1), nous semble très importante pour ancrer pleinement l'enseignement supérieur et la recherche dans une dimension régionale garante de développement intellectuel et économique à venir. C'est aussi une excellente opportunité pour favoriser la mise en commun de moyens et de savoirs démultipliés par le fort soutien du Conseil régional d'Aquitaine qui figure parmi les premières régions françaises en matière d'aide à la recherche et à l'enseignement supérieur.

De par sa position universitaire à part entière mais, aussi et sans doute, entièrement à part aux côtés des grandes entités universitaires, Sciences Po Bordeaux entend jouer pleinement son rôle, modeste certes, mais actif dans sa capacité à favoriser des synthèses efficientes entre les parties. C'est en ce sens que nous serons toujours disponibles, travaux architecturaux ou pas, pendant et après ces transformations, pour accueillir tous les échanges qui existeront entre l'ensemble des acteurs du paysage universitaire bordelais et aquitain, sous le regard attentif de notre tutelle. Faut-il préciser ici que le qualificatif « bordelais » s'applique tout autant à la ville-centre qu'aux communes environnantes (en tout premier lieu celle de Pessac qui est « notre » cité) et à l'entité métropolitaine bordelaise appelée, dès janvier 2015, à élargir ses compétences dans l'enseignement supérieur et dans la recherche ?

D'ici là, et pendant que continue la métamorphose de l'Institut, n'oubliez pas de prendre des vacances !

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



4-5 RECHERCHE /

UN CHERCHEUR D'EXCEPTION INVITÉ À SCIENCES PO BORDEAUX GRÂCE À L'IDEX : Claudio RADAELLI

6 CHRONIQUE /

Ein erneuter Blickweschsel auf 14-18

7-10 DOSSIER

STAGES, RENCONTRES, ATELIERS, CONFÉRENCES, RÉSEAUX:

Mode d'emploi pour une insertion professionnelle réussie

11 RETOUR EN IMAGES /

> 23 JANVIER 2014 : les municipales bordelaises à Sciences Po Bordeaux L'ŒNOTOURISME BORDELAIS : la Junior entreprise et le vignoble bordelais

12-13 RENCONTRES SCIENCES PO / SUD OUEST /

> BERNARD CAZENEUVE: un retour aux sources FRANÇOIS FILLON: « Ma vie après Sarko »

14-15 TRAJECTOIRE /

DAMIEN ABAD : le vouloir et le pouvoir

16 MÉTAMOR**PHOSE[S]** /

Le gros œuvre en action

Directeur de la publication : Vincent HOFFMANN-MARTINOT

Comité de lecture : Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT, Emmanuel NADAL, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « jmlc »

Édition: Pascal BERNAGAUD, « Com'unique » Maquette & Mise en page : Thierry PIERS

Photos: Laurent WANGERMEZ (sauf mentions particulières)

Impression: Imprimerie Laplante, Mérignac

N°ISSN: 1635-3102

Date de publication : 5 mai 2014



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire

33607 PESSAC - CEDEX

Tél.: 05 56 84 42 52 - Fax: 05 56 84 44 00

www.sciencespobordeaux.fr j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ». Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant

création des Instituts d'Études Politiques.

Un chercheur d'exception invité à Sciences Po Bordeaux grâce à l'IDEX :

Claudio RADAELLI

Claudio Radaelli, co-directeur de l'European Journal of Political Research, une des plus prestigieuses revues de science politique au monde, séjourne pour plusieurs mois à Sciences Po Bordeaux et au Centre Émile Durkheim, invité au titre de l'IDEX de l'Université de Bordeaux. Preuve que l'IDEX n'est pas simplement bénéfique pour les sciences dites « dures » . . .

EXTENSION[S]: Vous êtes chercheur invité à Sciences Po Bordeaux pour six mois au titre des Investissements d'avenir (IDEX). Quelles sont vos orientations de recherche actuellement et sur quoi travaillez-vous?

Claudio RADAELLI: Actuellement, je travaille sur les processus d'apprentissage dans les politiques publiques. Je crois que l'apprentissage est un paradigme unificateur pour un ensemble de domaines de recherche qui sont intéressés à expliquer et gouverner les politiques publiques. Bref, une tentative originale et cohérente pour comprendre la vie sociale. La crise politique et économique de l'Union Européenne nous fournit un laboratoire pour comprendre les processus d'apprentissage et leurs résultats. Une organisation peut apprendre d'une façon fonctionnelle ou non, d'une manière conforme à nos normes de légitimité ou pas... Elle peut aussi apprendre à faire des choses qui sont dangereuses pour les valeurs démocratiques.

EXTENSION[S] : De par votre parcours scientifique et universitaire vous connaissez très bien l'état de la science politique dans différents pays d'Europe. Quels sont les principaux axes de recherche aujourd'hui dans cette discipline ?

Claudio RADAELLI: Les axes de recherche les plus intéressants aujourd'hui sont l'analyse des politiques publiques, l'étude du principe fédéral de l'organisation et l'intégration européenne, et la qualité de la démocratie. Ces axes de recherche sont maintenant classiques. Mais les méthodes avec lesquelles nous étudions ces phénomènes ont changé. Aujourd'hui, nous en savons beaucoup plus sur la façon dont le cerveau humain fonctionne, comment les organisations réagissent à leur environnement externe, comme les récits produisent la légitimité de certaines décisions publiques. Nous utilisons de nombreuses méthodes différentes et parfois mélangées, de l'ethnographie à la méthode expérimentale, et la division entre la recherche qualitative et quantitative a beaucoup moins de pertinence que dans le passé.

EXTENSION[S] : La France a-t-elle su, à votre avis, se positionner à un haut niveau de recherche en science politique en Europe ? Claudio RADAELLI: La qualité de la recherche de la science politique en France est très bonne, riche et variée. J'ai rencontré des chercheurs exceptionnels à Bordeaux, au Centre Emile Durkheim et à Sciences Po Bordeaux. Il y a des gens formidables dans votre université. Mais vous devez interagir à l'échelle mondiale. Je suis co-directeur de l'European Journal of Political Research, une des revues les plus importantes pour la science politique en Europe. Chaque année EJPR reçoit environ 250-300 manuscrits, 306 en 2012 et 267 en 2013. En 2012 l'European Journal of Political Research n'a seulement reçu que trois contributions signées par des auteurs basés en France. En 2013, comme si c'était possible, ce chiffre a encore diminué, puisqu'il n'a été que de deux. Dans le même temps, il faut souligner le fait que les universités suisses de langue française sont très actives dans la production scientifique en anglais en science politique. Ce n'est donc pas une question de langue.... Il me semble donc que le défi est de garder les méthodes et traditions très riches de la science politique française, mais aussi il faut être capable d'interagir et de communiquer avec le reste des collègues, à l'étranger.

Résumé de la proposition de recherche du professeur Claudio RADAELLI formulée dans le cadre de l'IDEX (Initiative d'Excellence) obtenu par l'Université de Bordeaux au titre des Investissements d'avenir.

"Can the EU learn during the current crisis?"

The tabloid version of 'crisis management' is that a crisis is a good opportunity to generate radical change. However, we know from behavioural and cognitive economics that heuristics, framing and other effects can bias learning processes during a time of crisis. This is especially so if the nature of the crisis is not well defined — which is the case for the current crisis as it shifts from slow burning upheaval to

moments where it appears cathartic, and where it seems fast for a while but then goes back to slow burning modes. To paraphrase James March, there may be exploration going on when exploitation is needed, and vice versa. Similarly, learning may be 'epistemic' when it should be 'political'. Or such 'political' learning can hinder 'policy learning'.

The aim of this research proposal is to mobilize researchers in several disciplines (in particular, economics, political science, sociology, history and geography) across the University of Bordeaux to take stock of what

has happened during the current crisis from the angle of social and political learning. Particular emphasis will be place upon the trade-offs made during learning and, more fundamentally still, the inconsistency of learning processes.

This initiative will begin with a 2-day workshop to be organized by Professors Radaelli and Smith (Director of Bordeaux's Centre Emile Durkheim) between November 2013 and February 2014. This event will bring together Bordeaux University's specialists of learning, with particular emphasis upon those who have applied this to economies and economics. Professor Radaelli will then invite its most pertinent and motivated participants to partage in a series of seminars he will organize over the course of 2014. The aim of these sessions will be to devise a coherent, collaborative and inter-disciplinary research project that will then be conducted in 2015 (a period when it is hoped Professor Radaelli could remain in Bordeaux for a longer period).



EXTENSION[S] : Vous êtes un des meilleurs spécialistes européens en matière d'analyse des politiques publiques européennes. L'idée d'Europe unie aujourd'hui est-elle encore partagée par les 28 Étatsmembres et surtout par les citoyens de ces pays?

Claudio RADAELLI

Claudio RADAELLI: Je pense qu'il y a beaucoup de potentiel dans l'idée d'une Europe démocratique. Intéressons-nous et réfléchissons aux messages qui arrivent de l'Ukraine. Même en Israël, même aujourd'hui, il y a une majorité de gens qui souhaitent voir rentrer ce pays dans l'Union européenne.

Et pourtant, les citoyens européens jugent l'Europe qu'ils voient. Bien sûr, ils n'aiment pas l'Union européenne de la diplomatie secrète, où quelques politiciens et bureaucrates prennent des décisions ayant un impact colossal sur des pays entiers. Une Europe plus démocratique et fédérale pourrait attirer plus de soutien que l'UE actuelle. Nous ne pouvons pas revenir à l'Europe des petites patries. En fait, les démocraties européennes ne sont pas mieux que l'UE. Il v a eu une détérioration des normes démocratiques au cours des années. Nous devons démocratiser les démocraties et l'Union européenne aussi.

EXTENSION[S]: Comme simple observateur de la société française, qu'est-ce qui vous surprend le plus aujourd'hui en France?

Claudio RADAELLI : Il est difficile de parler de la France entière, car il y a tant de variété de gens, cuisine, musique et culture. Dans l'ensemble, la chose qui me surprend le plus, c'est la capacité à être moderne sans perdre ses propres traditions et sa propre culture.

Dans la "newsletter" de l'IDEX, Claudio RADAELLI revient sur les raisons qui l'ont amené à séjourner à Sciences Po Bordeaux et au Centre Émile Durkheim:

IDEX : Pourquoi avez-vous choisi Bordeaux ? Le programme Initiative d'Excellence de l'université de Bordeaux a-t-il joué un rôle incitateur dans votre venue ?

Claudio RADAELLI: En effet, l'IdEx Bordeaux est « la » raison de mon séjour à Bordeaux. C'est ce qui a rendu les choses possibles. Intellectuellement, j'ai choisi Bordeaux pour les raisons suivantes : tout d'abord, Bordeaux est un lieu très important pour les sciences politiques européennes, comme en témoignent les noms prestigieux de directeurs de recherche tels que Maurice Duverger et Vincent Wright. Ensuite, l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux est un centre qui occupe une place unique en matière de sociologie politique et de science politique – J'ai travaillé avec des juristes et des économistes par le passé, mais rarement avec des sociologues et des historiens politiques. Sciences Po Bordeaux conjugue les sciences politiques, la sociologie et l'histoire d'une manière très intéressante, sous la direction de Vincent Hoffmann-Martinot. Troisièmement, je suis attiré par l'expertise et l'expérience inestimables qui sont disponibles au sein du Centre Emile Durkheim (CED). Le centre est dirigé par Andy Smith, qui a publié de nombreux ouvrages sur l'analyse politique théorique et empirique. Avoir intégré le laboratoire du CED est une grande opportunité, nous n'avons rien d'équivalent en termes de gamme de disciplines, d'approches et d'intérêts, ailleurs qu'ici.

Claudio RADAELLI

DATE ET LIEU DE NAISSANCE: 29 octobre 1960 à Milan

TITRES UNIVERSITAIRES:

- Five-year degree in economics and social sciences, Bocconi University, Milan.
- PhD in political science, Florence

FONCTIONS PROFESSIONNELLES ACTUELLES::

Professor of Political Science, Director of the Centre for European Governance, University of Exeter (UK)

RESPONSABILITÉS DANS LE MILIEU DE LA **RECHERCHE EN EUROPE:**

- Co-editor, European Journal of Political Research
- Visiting professor, University of Copenhagen and Copenhagen Business School
- Chair, ECPR Standing Group on Regulation & Governance, 2010-2012

VINS PRÉFÉRÉS:

Let us not talk about French wines because you are the expert, not me. I like Italian wines like Refosco dal Penduncolo Rosso and Dolcetto, and the white wines from Switzerland and Alto Adige. I am a big fan of Orangina's design bottles and adverts by the way!

GOÛTS MUSICAUX:

Alternative, electronic, progressive and ethnic music

FILMS PRÉFÉRÉS:

"Inception", "The Color of Pomegranates" (Sayat Nova), and "Finding Nemo"... I know there is nothing in common among these three films, and yet....! Perhaps they have a kind of connection with the world of dreams.

PAYS OU RÉGION D'AFFECTION:

Riviera di Ponente (Italy), that is the region between the city of Savona and the border with France.

Ein erneuter Blickweschsel auf 14-18

Die deutsche Gesellschaft verständigt sich zur Zeit aufs Neue darüber, mit welchem Blick sie auf die eigene Geschichte schaut. Die zum 100. Jahrestag des Kriegsausbruchs 1914 staffindenden Medienereignisse und Gedenkveranstaltungen sind als ein europäisches Projekt angelegt. Aber hier stehen sich ganz unterschiedliche Gedenktraditionen in den Mitgliedsländern gegenüber.

> Während Frankreich alle Jahre wieder am 11. November an den Kriegerdenkmälern die Gefallenen ehrte und letzte Überlebende zu Wort kommen ließ und hier die unzähligen Veranstaltungen zum "Centenaire" wie eine Fortschreibung der bekannten nationalen Geschichtserzählung erscheinen, war der erste Weltkrieg in Deutschland lange Zeit aus der kollektiv inszenierten Erinnerung verschwunden. Eine gemeinsame bundesdeutsche Geschichtserzählung entwickelte sich über die Fokussierung auf den Umgang mit der nationalsozialistischen Vergangenheit und stellte das Umgehen mit Schuld und Verantwortung ins Zentrum der Erinnerungskultur. Die "Generation Willy Brandt", die in den 60er und 70er Jahren sozialisierte deutsche Linke, hat den Ersten Weltkrieg unter genau diesem Blickwinkel gespeichert und in dem Aufruf "Nie wieder!" gebündelt. In dieser Tradition wird heute in der Rede des bundesdeutschen Aussenministers Frank-Walter Steinmeyer (SPD) zum Gedenkjahr 2014 das Lob auf die Diplomatie zum Sinn und Zweck des Gedenkens: "Die Mahnung dieses Gedenkjahres ist, uns immer wieder bewusst machen, welche zivilisatorische Leistung darin steckt, dass kleine und große Mitgliedstaaten, Gegner zahlloser früherer Kriege auf unserem zerrissenen Kontinent, heute friedlich und zivilisiert in langen Nächten um gemeinsame ringen." Lösungen (veröffentlicht 25.1.2014)

> Doch unterhalb dieser offiziellen Reden liefert das aktuelle Gedenkjahr in Deutschland ein anschauliches Beispiel für einen Blickwechsel.

Und schon vor 50 Jahren, zum 50. Jahrestag des Kriegsausbruchs, hat ein solcher Blickwechsel stattgefunden.

Die grosse Geschichtsdebatte der frühen Bundesrepublik war die sogenannte "Fischer Kontroverse", eine Debatte über Deutschlands Verantwortung für den Ausbruch des Ersten Weltkriegs. Sie hat die Bundesrepublik der 60er Jahre tief bewegt und verändert. Vorher wurde dem Versailler Verdikt von der Alleinschuld Deutschlands die Überzeugung entgegengesetzt, der Ausbruch des Krieges sei einer unglücklichen Verkettung von Umständen zuzuschreiben, Deutschland sei wie die anderen Länder absichtslos in den Ersten Weltkrieg "hineingeschlittert". Die Arbeiten des Hamburger Historikers Fritz Fischer brachen mit dieser Lesart und sein Buch "Der Griff nach der Weltmacht", das 1961 erschien und auf dem Deutschen Historikertag 1964 unter großer medialer Aufmerksamkeit diskutiert wurde, führte den Nachweis, dass die deutsche Politik für den Kriegsausbruch eine erhebliche Verantwortung trug. Diese Verschiebung im intellektuellen Klima der Bundesrepublik war ein Meilenstein für die kommende Studentenrevolte und die erste sozialliberale Koalition unter Bundeskanzler

Als ich Ende der 70er Jahre in Hamburg mein Studium begann, war der Nachklang der Fischer-Debatte noch sehr stark und ich fühle mich zugehörig zu einer Generation, deren Mehrheit sehr stolz darauf war, den Blick auf die deutsche Geschichte so genutzt zu haben, dass die Verantwortung für

begangenes Unrecht im Mittelpunkt stand. Ein Blick, der eine Versöhnung mit militärischen Konfliktlösungen nicht zuließ.

Die Zeiten ändern sich, für diese Haltung ist nun das abfällige Wort "Schuldstolz" aufgekommen. Und zum Gedenkjahr wird der deutsche Buchmarkt überschwemmt Publikationen, die internationale Quellen auswerten und den Kriegsausbruch neu bewerten. Der Weltkrieg ist zum Buchmarktrenner geworden. Das Werk mit dem programmatischen Titel "Die Schlafwandler" des in Cambridge lehrenden Historikers Christopher Clark wurde zum Bestseller mit seiner Wiederauflage der These von der unglücklichen Verkettung der Umstände als Grund für den Kriegsausbruch: wie Schlafwandler seien die Grossmächte 1914 in den Krieg gezogen. Der Journalist und Historiker Volker Ullrich überschrieb seinen Kommentar dazu mit dem Titel "Jetzt schlittern sie wieder". (Die Zeit 4/2014) und entschlüsselte das positive deutsche Medienecho als ein Zeichen für Entlastungsbedürfnisse: Fischers These, dass Deutschland einen erheblichen Teil der Verantwortung für den Kriegsausbruch trägt, könne man also heute beruhigt vergessen, anderne Länder trügen eine ebensolche Schuld wie Deutschland.

«Der große Krieg», eine umfassende Darstellung der Zeit 1914 – 1918 von Herfried Münkler, einem Politikwissenschaftler und Ideenhistoriker der Humboldt-Universität Berlin, ist ein weiteres Beispiel für diesem Umbruch. Der Erste Weltkrieg wurde, so klagt Herfried Münkler, "bloß noch als Ausgangspunkt einer Erzählung von deutscher Hybris und deutscher Schuld betrachtet". Seine Arbeit versteht sich als ein Beitrag dafür, den Blick auf den Ersten Weltkrieg aus dieser Verkettung zu lösen.

Welche Auswirkungen kann ein solcher Blickwechsel haben? Offenbar ist er willkommen, denn Deutschlands mächtige Position in Europa darf nicht mehr von der Vorstellung behindert werden, dass Deutschland an allem schuld gewesen sei. Ein neues Selbstwertgefühl kann auch über den veränderten Blick auf die Geschichte hergestellt werden. Dient die Publikationsund Veranstaltungswelle zum 100. Jahrestag heute der Versöhnung mit militärisch durchzusetzenden Machtansprüchen? Ein europäisches Projekt. Ach Europa!



entre leurs deux pays, le 22 septembre 1984

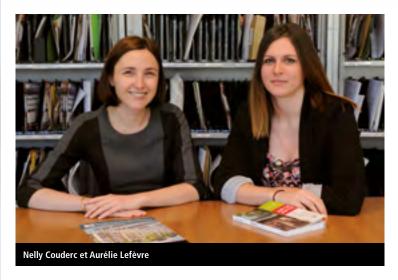
Andrea Rückert, Professeure agrégée d'allemand Responsable du programme franco-allemand (FIFA) STAGES, RENCONTRES, ATELIERS, CONFÉRENCES, RÉSEAUX

Mode d'emploi pour une insertion professionnelle réussie

Toutes les études le confirment : plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont de chance d'accéder à des postes non précaires. Cette loi se vérifie quelle que soit la situation économique mais cache des disparités importantes dans l'analyse des résultats selon les filières, les écoles et les formations dispensées. Cette situation complexe se conjugue avec un autre phénomène observé depuis des années : le diplôme n'est plus un blanc-seing. Ce qui impose aux étudiants de s'ouvrir le plus tôt possible au monde de l'entreprise afin d'en comprendre les rouages et les rites. Un seul objectif : une insertion professionnelle réussie. Sciences Po Bordeaux a intégré cette posture depuis son passage à une scolarité à cinq ans et la création de ses masters « professionnalisants ». Ce travail de longue haleine monte chaque année en puissance et se traduit par des résultats plutôt flatteurs. Ainsi, 85% des étudiants diplômés de 2011 bénéficient aujourd'hui d'un emploi en CDI ou sont fonctionnaires avec un revenu brut moyen annuel de 30.500 €. Pas si mal dans le contexte actuel pour des jeunes gens dont la plupart ont moins de 25 ans...

Mode d'emploi pour une insertion professionnelle réussie (suite)

Que sont-ils devenus ? Une grande enquête sur l'entrée dans la vie active des diplômés 2011 de l'Institut a été effectuée au cours du premier trimestre 2014. Sur 300 étudiants, plus de 80% ont répondu, permettant ainsi de tirer des enseignements significatifs. Première indication : Sciences Po



reste un sésame pour le marché du travail puisque 85% de la cohorte étudiée occupe un emploi, dont 60% en CDI ou sous le statut de fonctionnaire (25%). Deuxième constatation : la rémunération est plutôt correcte pour un début de carrière, avec un revenu brut annuel de 30.500 euros. Troisième information: les postes obtenus sont majoritairement situés dans le privé (47%) devant le public (40.5%), avec une représentation non négligeable dans le milieu associatif (12.5%). A noter qu'un étudiant sur quatre commence sa carrière à l'international et, pour ceux qui sont restés en France, un sur huit travaille en Aquitaine. On terminera ce profil express par un jugement qualitatif de ces anciens élèves sur leur formation : 86% déclarent que le diplôme de l'établissement a joué un rôle « non négligeable à décisif » pour l'obtention de leur emploi.

Une condition nécessaire mais pas suffisante

Ces données très positives n'occultent pas une vérité que l'école a faite sienne depuis de nombreuses années : le diplôme ex-nihilo ne suffit plus à un



Cécile Gauffriau, directrice de L'Échangeur by Laser, qui accueille des étudiants de Sciences Po Bordeaux en stage.

UNE ENTREPRISE TÉMOIGNE

Un profil adapté à un monde en mouvement

Cécile Gauffriau est directrice de « *L'Échangeur by Laser* », centre technologique et marketing appliqué à la relation client. Cette filiale du Groupe Laser noue depuis plus de cinq ans des relations avec Sciences Po Bordeaux, qui se concrétisent notamment par le recrutement de stagiaires. « Le processus s'accélère car nous avons pu mesurer tout ce que les étudiants de Sciences Po Bordeaux peuvent nous apporter grâce à un profil différent de celui d'étudiants de grandes écoles de commerce par exemple. Par leur culture générale, leur sens de l'anticipation, leur capacité à prendre du recul et leur vision globale des problématiques, ils disposent de qualités adaptées à un monde en mouvement ». Cécile Gauffriau note aussi chez ses étudiants « une dimension économique et politique qui permet de comprendre les logiques complexes de croissance ». Cette synergie a même donné lieu, toujours sous forme de stages, à la constitution ad hoc d'une équipe d'étudiants de Sciences Po Bordeaux missionnés spécifiquement pour la création d'un protocole de veille inédit dans une logique expérimentale avec divulgation de données confidentielles. « Les étudiants capitalisent sur des stages de ce type à valeur ajoutée pour doper leur CV et se forger une expérience qui a une valeur sur le marché du travail. Lorsqu'ils le méritent, je recommande les étudiants auprès d'employeurs à qui ils apporteront beaucoup ».



Cécile Debelleix, secrétaire générale de Sciences Po Bordeaux Alumni, connaît par ailleurs parfaitement le monde du « recrutement » puisqu'elle en a fait, depuis très longtemps, son activité professionnelle. Elle fait part de son savoir-faire au sein de l'Association des Anciens.

étudiant pour s'insérer professionnellement. « Les étudiants le savent, preuve en est le succès grandissant des Rencontres-Carrières Sciences Po Bordeaux qui sont organisées depuis dix ans » explique Nelly Couderc, responsable du service « Stages, insertion et relations entreprises » de l'Institut. La dernière édition du 6 février 2014 a d'ailleurs battu des records de fréquentation avec plus de 500 étudiants participants. « Nous avons doublé cette année le nombre d'anciens qui sont venus présenter leur parcours et leur entreprise. Certains sont arrivés avec des offres de recrutement » poursuit notre interlocutrice. Cette ancienne élève promotion 2005 passée par le privé connaît mieux que quiconque

la réalité du marché : la formation reçue à l'Institut peut être une condition nécessaire pour briguer un poste à responsabilité mais elle n'est pas suffisante. « Les élèves de Sciences Po Bordeaux suivent un cheminement professionnel de la 1ère à la 5° année. Celui-ci s'articule autour d'ateliers, de conférences, de mise en réseau, de semaines thématiques sur des métiers et même de modules de formation opérés par des professionnels, comme cela s'est fait récemment dans le domaine du conseil. Ils acquièrent ainsi une connaissance du monde de l'entreprise indispensable à leur insertion ». La question est particulièrement prégnante pour les élèves de 3° année confrontés à des questions

Partenariat GDF Suez Une Chaire pour du sang neuf

Eric Sarrazin, directeur régional GDF Suez, rappelle la raison d'être du partenariat noué avec Sciences Po Bordeaux via une convention signée avant son arrivée en janvier 2013. « 50% de notre activité s'effectue avec des collectivités. Cette chaire constitue donc un observatoire des différents modes de fonctionnement entre partenaires publics et privés ». Elle constitue en outre une opportunité pour créer un lien pérenne avec un employeur qui compte dans ses rangs de nombreux anciens de Sciences Po. « Notre groupe industriel, omniprésent dans les secteur de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, n'est pas constitué que d'ingénieurs. Il comporte un large spectre de métiers, dont des juristes, des analystes, etc. » précise le di-

recteur régional. Ce dernier apprécie d'ailleurs les profils Sciences Po pour leur approche différente des étudiants issus du milieu scientifique. Aurait-il un conseil à donner à des étudiants pour faciliter leur insertion professionnelle, en particulier au sein de GDF-Suez ? « J'invite les étudiants de Sciences Po Bordeaux à être curieux sur nos opportunités de carrière et la diversité des postes offerts. Je leur conseille de se demander comment ils peuvent mettre leurs compétences au service de nos métiers ». Ici comme ailleurs, un stage peut-être un bon moyen de découvrir l'entreprise de l'intérieur. « Nous en accueillons régulièrement effectivement » confirme Eric Sarrazin.

d'orientation et de choix de leur master. Elle l'est encore plus pour les étudiants de 5^e année dont le stage de fin d'études peut être une porte d'accès directe vers l'emploi.

Une équation à résoudre

Sciences Po Bordeaux plonge ses étudiants dans le bouillon de culture du monde de l'emploi et les pousse à réfléchir le plus tôt possible à leur avenir professionnel. Cette stratégie de l'école se révèle d'autant plus pertinente que la formation maison attire des étudiants dont certains – c'est de notoriété publique - répugnent à choisir une voie plutôt qu'une autre. « Il faut d'autant plus les sensibiliser à construire un projet professionnel » confirme le service des « Stages, insertion et relations entreprises ». Ce dernier s'appuie pour cela sur l'Association des anciens élèves, omniprésente sur ces questions. L'intitulé exact d'un poste et le montant de sa rémunération ne s'apprend pas en classe. Pour cela, il faut passer notamment par le réseau des anciens, comme le confirme un étudiant interrogé (lire ci-dessous). Les interactions entre le monde des entreprises et de l'emploi et Sciences Po Bordeaux présentent en outre un intérêt pédagogique évident : elles permettent notamment d'adapter les parcours de 4^e et 5^e année au marché du travail. « J'explique souvent aux étudiants que leur réussite passe par la concordance de trois facteurs: leur motivation pour un poste, leurs compétences pour exercer cet emploi du mieux possible



et une offre adéquate sur le marché du travail » conclut Nelly Couderc. Une équation souvent synonyme d'insertion professionnelle épanouie.

(1) Précision importante : on peut, aujourd'hui, occuper un emploi dans le secteur public sans être pour autant automatiquement titularisé dans une des trois fonctions publiques existant en France : l'Etat, la territoriale et l'hospitalière. De nombreux emplois contractuels existent en effet au sein même des administrations publiques.



L'AVIS D'UN ÉTUDIANT

« L'importance du réseautage »

Benjamin Gilles, 21 ans, est étudiant en 4e année parcours Carrières Administratives. Il a été également président de la Junior Entreprise Ausone Conseil de l'école cette dernière année 2013-2014. « Nous avons compris l'importance des stages pour valoriser notre parcours. Les étudiants sont sensibilisés et prennent les devants pour en faire le plus tôt possible ». Il cite à ce titre le rôle clé du service « Stages, insertion et relations entreprises » de l'Institut et de l'Association des anciens élèves. « Personnellement, j'apprécie beaucoup le site du réseau de Sciences Po Bordeaux. Vous disposez sur cette plateforme numérique des offres de stage, d'une page personnalisable pour présenter votre profil et de l'annuaire des Anciens élèves avec géolocalisation de leur lieu de travail. C'est un outil de networking facile à utiliser et efficace ». Benjamin, comme beaucoup d'étudiants de l'Institut, s'appuie sur « le réseautage » pour s'informer sur un métier ou un poste ou pousser les portes des entreprises pour l'obtention d'un stage. « Nous savons que ça marche très bien et nous nous appuyons dessus » explique-t-il, conscient des forces mais aussi des limites de la notoriété de l'école. « Il est indéniable que la mention Sciences Po sur un CV est un avantage. Mais cela ne fait pas tout. Le service des stages nous aide à rédiger un CV et une lettre de motivation, mais aussi préparer le cas échéant un entretien ». Interrogé sur l'état d'esprit des étudiants actuels face à l'insertion professionnelle dans une économie en crise, Benjamin Gilles relativise. « Certains masters ont plus de difficultés que d'autres à s'insérer, mais nous restons globalement confiants. Notre formation nous apporte une grande polyvalence et la capacité à nous adapter à notre environnement. C'est une vraie plus-value dans le contexte actuel. En réalité, même si nous avons un peu de mal à le croire quand on est en 3° année et que l'on gamberge beaucoup pour choisir son parcours de master, on comprend très vite, les années suivantes, que ce qui compte le plus c'est le label Sciences Po Bordeaux, bien plus que la spécialité du master certainement... ».



Première manche des trois débats qui allaient voir s'affronter Alain Juppé, maire sortant de Bordeaux, et Vincent Feltesse, son challenger, président sortant de la Communauté urbaine de Bordeaux. Les deux candidats ont échangé devant un public très nombreux qui avait rempli jusqu'aux marches des amphis Montesquieu et Siegfried. « TV7 Bordeaux » retransmettait en direct (pour la première fois depuis sa création) ce débat

devant un jury étudiant présidé par Benoit Lasserre, directeur des éditions Gironde du journal « Sud Ouest ». Ce jour-là, le compte twitter créé pour l'occasion a été le deuxième plus suivi de France et les sites internet de « Sud Ouest » et « TV7 Bordeaux » ont explosé les records d'audience...





L'œnotourisme bordelais

L'esprit entrepreneurial et le vignoble bordelais

La Junior-Entreprise de Sciences Po Bordeaux, « Ausone Conseil » et l'association d'œnologie « Vins/20 » sont deux des « pépites associatives » de Sciences Po Bordeaux. La première a franchi en un temps record toutes les étapes de l'accréditation et de la labellisation en « JE » depuis sa création, la seconde multiplie les médailles d'or en individuel et par équipe dans les concours nationaux et internationaux de dégustation les plus réputés. Ces deux fleurons ont réuni leurs forces (et elles sont grandes) pour organiser, en février 2014, une rencontre sur l'œnotourisme en Bordelais.

« Le vignoble bordelais autrement ». Tel est le projet de la fondatrice des "Itinéraires de Charlotte", Charlotte Giraudeau. Jeudi 13 février 2014, cette jeune entrepreneuse de 27 ans était l'invitée d'une conférence organisée dans les locaux de Sciences Po Bordeaux autour du thème de l'œnotourisme et l'entreprenariat. Les deux organisateurs, la Junior-Entreprise Ausone Conseil

Ausone Conseil

Grand Cru 2014

et Vins/20, l'association d'œnologie de l'Institut bordelais, avaient, pour l'occasion, réuni leurs centres d'intérêts : l'esprit d'entreprise et le monde du vin. Les quelques 150 participants ont ainsi pu s'informer sur les tenants et aboutissants de la filière avant de prendre part au cocktaildégustation concocté par les deux associations étudiantes.

Un parcours professionnel atypique

Charlotte Giraudeau est originaire de Charente. Prise de passion pour le vignoble bordelais, c'est avec détermination qu'elle s'installe à son compte en 2009, mettant à profit ses connaissances en communication et son expérience d'œnophile. Ses premiers pas en tant qu'auto-entrepreneuse n'ont pas été des plus simples. À 23 ans, Charlotte Giraudeau cumulait jeunesse et féminité, deux traits qui rebutent généralement les partenaires financiers. La crise économique est venue se greffer à ces difficultés de départ. Après 5 ans d'existence, les succès arrivent enfin et les projets de développement ne manquent pas à cet esprit créatif. Son guide œnotouristique thématique est désormais édité à 60.000 exemplaires. Elle a également

su établir et renouveler des partenariats avec les viticulteurs en sachant les convaincre des avantages liés au développement de l'œnotourisme. Son initiative vise en effet à rendre plus accessible le vignoble bordelais en associant le vin à divers centres d'intérêt. Les chevaux, le golf, la mer, l'histoire, l'architecture, les femmes, le romantisme, tels sont les thèmes des différents circuits proposés. Malgré les nombreuses difficultés

qu'elle a pu rencontrer à ses débuts, Charlotte Giraudeau se dit extrêmement satisfaite et confie : « pour rien au monde je ne redeviendrais salariée ».

La diversification des viticulteurs

Etaient également invités les représentants du Château d'Arches, Château Bel Air, Château Carbonnieux et Château Vieux Mougnac. Ces vignobles sont l'exemple même de l'actuelle diversification de la profession qui, suite aux cuvées difficiles de 2012 et 2013, voit les viticulteurs chercher à varier leurs sources de revenu tout en confortant une image d'authenticité auprès des visiteurs. Accueil en chambre d'hôtes, gîte, restaurant, sous forme de réceptions séminaires, d'ateliers ou autres activités, les formes d'œnotourisme sont multiples. L'accueil et parfois l'hébergement de visiteurs est un pas qui ne se franchit pas aisément mais se révèle être une expérience toute aussi enrichissante pour les œnotouristes que les prestataires de services. Telle est la leçon tirée par Laetitia Ouspointour, représentante du Château Vieux Mougnac, récemment primé pour sa valorisation œnotouristique des pratiques environnementales par le label Best of Wine Tourism 2014. Le secteur de l'œnotourisme est en plein développement et séduit un nombre croissant d'œnophiles -en grande majorité français- en leur offrant la possibilité de vivre l'espace d'un instant « comme des vignerons ».

Paul FERT, "Ausone Conseil"





Bernard Cazeneuve

Un retour aux sources

Si les Rencontres Sciences Po / Sud Ouest ont accueilli de nombreuses personnalités politiques, elles n'avaient jamais encore reçu la visite d'un ancien élève ministre en exercice. Bernard Cazeneuve restera dans l'histoire de l'Institut bordelais pour avoir été celui-là.

« Mes souvenirs sont nombreux, émus, puissants. Ma personnalité a été façonnée ici. C'est tout une époque que je charrie avec moi en revenant dans ce lieu si longtemps après ». Bernard Cazeneuve n'a pas caché son émotion à l'évocation de ses années Sciences Po Bordeaux, L'ancien élève, diplômé en 1985, est arrivé un an après l'élection présidentielle de François Mitterrand, que l'intéressé était allé voir en meeting de sa propre initiative avec son père à l'âge de 10 ans. « Le climat à l'Institut était très politique. Je me souviens d'une grande exigence dans le respect de la parole de l'autre et d'un épanouissement riche grâce au dialogue. L'ambiance était extraordinaire, avec des professeurs éminents. Le week-end, nous allions à Lacanau ou sur le Bassin d'Arcachon. J'avais à peine 20 ans... ». Cette séquence nostalgie tranche avec l'image impassible que l'on prête d'ordinaire au Ministre délégué au Budget qui a raconté ses débuts en politique. « Si ie suis né à Senlis dans l'Oise, mes racines familiales sont plutôt bordelaises. Dans cette terre girondine où le radicalisme est profondément ancré, j'ai d'abord évolué au sein du MRG (NDLR : Mouvement des Radicaux de Gauche) avant d'adhérer au PS ». Chef de cabinet du Secrétaire d'Etat

aux Affaires étrangères puis à la Mer, sa vie d'élu commence en 1995 comme maire d'Octeville. Il mènera campagne pour la création du Grand Cherbourg qui se conclut par la fusion des communes de Cherbourg et Octeville, collectivité locale dont cet avocat a été le premier magistrat de 2001 à 2012. « En tant que maire, vous êtes à la fois un bâtisseur mais aussi un homme de contact. Dans une ville de 40.000 habitants. vous finissez avec le temps par connaître une grande partie de la population et vous êtes confronté à un palimpseste d'histoires personnelles ». Certaines sont heureuses. D'autres tragiques, comme celle des onze victimes de la Direction des constructions navales (DCN) -dont neuf Cherbourgeoislors de l'attentat de Karachi⁽¹⁾ en mai 2002. « Je connais la plupart des familles touchées par ce drame. Je me dois de les aider à accéder à la vérité. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité être rapporteur de la mission d'information parlementaire créée à ce sujet. Mes fonctions ministérielles terminées, je reprendrai ce dossier » plaide celui qui a été aussi député de la Manche⁽²⁾.

Le grand écart

Le statut d'ancien élève n'a pas exonéré Bernard Cazeneuve de questions sensibles posées par les étudiants actuels de l'Institut. Celui-ci a été ainsi amené à justifier son « non » au Traité constitutionnel européen de 2005 et son « oui » à la fonction de ministre délégué chargé des Affaires européennes en 2012. Un grand écart que l'homme semble cultiver puisqu'il réussit le tour de force d'être à la fois proche de Fabius et de Hollande. « C'est assez rare » reconnaît-il dans un sourire. Cette fidélité à l'un et à l'autre de « ces éléphants » l'avait conduit à

ne prendre parti pour personne lors des primaires socialistes. L'affaire Jérôme Cahuzac a ensuite propulsé l'ancien porte-parole du candidat Hollande des Affaires européennes au Budget. Une nomination qui avait été très médiatisée. « Avez-vous été trop indulgent avec votre prédécesseur ? » demande une étudiante. Bernard Cazeneuve répond sans hésitation. « Il était assis à côté de moi au Conseil des ministres. J'ai cru cette personne que j'estimais pour son intelligence et son talent. Par tempérament d'avocat, je n'aime pas hurler avec la meute. Lors de son départ, j'ai voulu lui témoigner mon respect par des mots chaleureux. Lorsque j'ai découvert la vérité, j'ai ressenti une tristesse profonde ». S'en suivront de nombreuses questions économiques auxquelles le ministre du Budget répondra sans déroger à la ligne du Président de la République. Dans ce discours réglé comme du papier à musique, on retiendra cette remarque pertinente de Dominique De Laage, rédacteur en chef adjoint de Sud-Ouest. L'animateur de ce grand oral interroge à brûle-pourpoint l'invité sur l'existence d'un plan B dans l'hypothèse où le pacte de responsabilité du gouvernement ne fonctionnerait pas. « Un plan B ? Il n'y a pas de plan B. Le pacte de responsabilité fonctionnera avec du temps et de la cohérence. La meilleure politique, c'est la persévérance » lui rétorquera Bernard Cazeneuve. Ce n'est pas la réponse la plus étayée qu'on puisse espérer d'un ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux. Mais c'était celle du ministre du Budget. What did you expect?

(1) : Cf le livre de Bernard Cazeneuve L'Enquête impossible, Calmann-Levy, 238 p.

(2) : Député de la Manche de 1997 à 2002 puis de 2007 à 2012. Il cède sa place de député à son remplaçant pour entrer au Gouvernement en mai 2012.

IMPORTANT:

Les deux Grands Oraux de Bernard Cazeneuve et François Fillon se sont déroulés respectivement les 20 février et 06 mars 2014. Depuis, les Municipales ont eu lieu, bouleversant l'ordre des choses. Ainsi, l'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux, hier Ministre du Budget, est devenu Ministre de l'Intérieur. Quant à l'ancien Premier ministre, qui a commenté le remaniement gouvernemental, il « va continuer à bâtir un projet d'alternance »...





Est-ce l'humour de Jefferson Desport, grand reporter à Sud-Ouest (qui présidait pour la première fois un jury des Rencontres), ou bien le flegme naturel de l'invité? Toujours est-il que le Grand oral de François Fillon s'est déroulé sur un ton léger, presque badin, malgré le sérieux des sujets évoqués. Une décontraction qui a permis de cerner un peu mieux un « animal politique » différent de ses congénères.

François Fillon

« Ma vie après Sarko »

Et si François était le plus grand ennemi de Fillon ? L'image lisse de l'ancien premier ministre et sa mise sous tutelle par un président omniprésent pendant cinq ans ne sont-elles pas le fait d'un homme qui, en apparence du moins, n'a rien d'une « bête politique », expression assez convenue dont raffolent les chroniqueurs de la chose politique. « Beaucoup de femmes et d'hommes de pouvoir racontent qu'ils rêvaient d'assumer les plus hautes fonctions dès l'âge du berceau. Moi, je suis arrivé en politique par hasard ». Étudiant en droit dans la Sarthe – son « fief » – le jeune homme refuse dans un premier temps de devenir l'assistant parlementaire du député Joël Le Theule. Avant de céder à l'insistance d'un homme qui deviendra ministre des Transports et qui l'emmènera dans ses bagages. « J'avais dans l'idée de vivre une expérience du pouvoir de quelques mois seulement. Elle dure maintenant depuis plus de 38 ans ». L'ambiguïté est peut-être ici : François Fillon est toujours là sans forcément donner le sentiment de le vouloir à tout prix. Un long voyage au cours duquel trois hommes ont vraiment compté pour lui : Joël Le Theule, celui qui lui a mis le pied à l'étrier et qui devait mourir subitement le 14 décembre 1980, en présence de François Fillon devenu son chef adjoint de cabinet au ministère de la Défense, et qui l'emmènera pour le sauver aux « Urgences » de l'hôpital de Sablé, en vain ; Pierre Messmer et Philippe Seguin. « Je suis un homme libre qui ne doit rien à personne, sauf à mes électeurs » insiste le député de la Sarthe qui fut le benjamin de l'Assemblée nationale lors de son élection en 1981 et qui siègera au Palais-Bourbon (quand il n'est pas ministre et premier ministre) sans disconti-

nuer jusqu'en 2012 comme député de la Sarthe (avec un court intermède au Sénat, de 2005 à 2007, toujours en tant qu'élu sarthois). Depuis juin 2012 il est élu député de la 2^e circonscription de Paris. Quant à son image, il affirme ne jamais « la travailler ». « Je ne sais pas ce que sont les stratégies de communication élaborées » plaide celui que la presse dépeint souvent comme « un animal à sang froid » ou « un crocodile ». Une chose est sûre : l'intéressé sait avaler des couleuvres...

De Matignon à Copé

Les étudiants de Sciences Po Bordeaux ont longuement interrogé François Fillon sur Matignon. « La place a toujours été compliquée au cours de la V^e République. Le quinquennat n'a pas arrangé les choses puisque le Président à peine élu se sent déjà concerné par les prochaines élections » précise l'ancien Premier ministre qui a pu mesurer la solitude du pouvoir. « J'avais proposé de réformer l'épreuve du baccalauréat comme cela se fait avec succès dans de nombreux pays en privilégiant le contrôle continu et en l'associant à un examen restreint. Deux minutes avant de passer à l'antenne lors d'une émission télévisée de grande écoute pour soutenir mon idée qui était contestée, j'ai appris que le Président ne me soutenait pas. J'ai annoncé à l'antenne quelques secondes plus tard que je retirais cette proposition ». On ne reviendra pas sur les relations entre Nicolas Sarkozy et son Premier ministre qui ont fait les choux gras des médias. Sauf pour apprendre - c'est un scoop car c'est la première fois que l'intéressé le confesse publiquement du bout des lèvres - que ce dernier

a remis « plusieurs fois » sa démission au Président « dans des moments de colère ». Difficile d'imaginer des coups de sang chez un homme placide qui sait - grâce à l'alpinisme et la course automobile qu'il pratique assidûment – que la raison l'emporte toujours sur la passion. Autre sujet, même réserve : l'affaire des élections truquées à la tête de l'UMP. « Cela n'a pas été une élection démocratique. Je suis parti pour ne pas faire le jeu du FN » argue un homme qui se projette dans le futur. Questionné sur les sujets de société et d'actualité, il estime que « l'école doit véhiculer les valeurs de la République et transmettre les savoirs. Elle n'a pas à développer une théorie du genre ». De même, s'il est contre le mariage homosexuel, il pense « qu'il fallait éviter tous les sujets d'affrontement des Français dans le contexte actuel ». Même s'il estime que « notre pays a besoin d'une modernisation de ses institutions », son discours fétiche porte aujourd'hui sur l'économie et « les 10 à 15 réformes indispensables qu'il faut faire pour replacer la France dans la compétition internationale ». Ce pragmatisme le conduit à garder des relations avec Vladimir Poutine car « on ne doit pas couper les ponts avec le plus grand pays du monde à la frontière de l'Europe ». « Je pense qu'il faudrait un projet politique en rupture par rapport à ce qu'on a fait depuis 20 ans. J'ai des convictions différentes de celles de Nicolas Sarkozy. Les électeurs des primaires choisiront » conclut l'homme qui voulait vivre sa vie. À lui de prouver qu'il en existe encore une après celle vécue auprès d'un président nommé Sarko.

DAMIEN ABAD (PROMOTION 2002)

Le VOUIOIT et le POUVOIT

En avril 2002, Damien Abad, alors étudiant en dernière année à Sciences Po Bordeaux, découvrait le premier numéro d'Extension(S) et la « Trajectoire » d'une jeune femme « auditrice à la CUB », diplômée en 1998, Élodie Portelli. Il ignorait alors que douze ans plus tard, les colonnes du numéro 38 retraceraient son parcours, brillant et atypique. Récit de vie (déjà tellement riche) d'un tout jeune député qui veut incarner une autre façon de faire de la politique...

« Ce fut un passage de ma vie sans fausse note » résume Damien Abad pour qualifier sa scolarité et sa vie pendant ses études à Sciences Po Bordeaux. L'ancien élève évoque « une période dont il ne garde que de bons souvenirs : le week-end d'intégration à Biscarrosse, les soirées entre amis, le gala de fin d'année... ». L'expression s'apprécie aussi au premier degré puisque l'étudiant a terminé major de sa promotion. « J'aimais particulièrement le droit public et le droit constitutionnel ainsi que l'économie. À l'époque, la moyenne générale résultait d'un contrôle continu et des notes obtenues à divers examens à la fin de l'année » (1). À la question de savoir s'il était plutôt « brillant » ou « bosseur acharné », l'intéressé répond « qu'il a toujours eu le défaut de travailler dans l'urgence », se souvenant « de nuits blanches à réviser avec un pote les épreuves de bachotage ». Notre Nîmois d'origine n'exprime qu'un seul regret de son passage en Gironde : celui de n'avoir pas vécu au centre de Bordeaux : « Les travaux du tram venaient juste de commencer et je vivais un peu excentré sur le campus. J'ai eu l'occasion de revenir depuis à Bordeaux et voir que les choses ont beaucoup évolué ». À la fin de ses études,

il tente le concours d'entrée de Sciences Po Paris sans pression particulière pour y suivre une année de préparation aux concours administratifs. « Ma candidature a été déposée vingt minutes seulement avant la fermeture de la Poste le dernier jour des inscriptions. Pour un peu, elle était caduque ». La note de 16 à l'oral lui ouvre les portes du « 27 rue Saint-Guillaume » dans le 7e arrondissement. Cette réussite le pousse à tenter à deux reprises l'ENA. Sans succès cette fois. « Je me suis longtemps demandé si les choses auraient été autrement si j'avais opté pour la Prép'Ena de Sciences Po Bordeaux comme mes professeurs bordelais me le suggéraient ». Pour autant, Damien Abad n'éprouve aucune déception, même si son classement à l'issue de sa seconde tentative lui aurait permis d'être retenu l'année précédente. « La réduction de moitié des places offertes d'une année sur l'autre m'a été fatale. De plus, la sévérité extrême du jury sur certaines épreuves a surpris beaucoup de candidats. Un petit groupe s'était constitué pour demander des explications à son président et j'avais pris la tête de liste de la contestation. Ce dernier m'a interpellé en m'expliquant que, de toute façon, « je n'étais pas dans le moule ». Je lui ai répondu que c'était le plus beau compliment qu'il pouvait me faire et j'ai tourné les talons! ».



Attiré depuis son adolescence par le débat politique, Damien Abad restera concentré sur ses études à Sciences Po Bordeaux et Paris. « J'ai toujours eu du mal avec l'engagement et le choix du parti centriste à la fin de mes études n'est pas étranger à cela ». Lors de la scission des chefs de l'UDF entre François Bayrou et Hervé Morin, il décide de rester avec le second. « J'ai proposé de créer en 2008 les Jeunes Centristes, mouvement rattaché au Nouveau Centre, à condition qu'on me laisse carte blanche et que nos propositions soient entendues. Il n'était pas question de jouer les faire-valoir ». En novembre 2009, il est élu député européen (liste « Majorité présidentielle ») dans la grande euro-circonscription Sud-Est. Il devient à 29 ans le benjamin des eurodéputés français. « Ce mandat n'était pas opportuniste. J'ai une vraie conviction européenne. Je suis conscient du rejet de l'Europe par une partie de ses habitants. Je crois que





nous avons trop parlé des institutions et pas assez des territoires. L'Europe doit se recentrer sur des missions capitales sur le plan diplomatique, économique, environnemental ou sociétal, mais par des actions concrètes. J'avais proposé ainsi de créer l'Erasmus des apprentis en partant d'un constat simple : il suffit de faire vivre un jeune à l'étranger une seule fois dans sa vie pour changer à jamais son regard sur le monde ». Parallèlement, Damien Abad s'installe dans l'Ain en 2009 où il devient conseiller régional Rhône-Alpes à l'occasion des élections régionales de 2010. « Je suis arrivé dans ce département sans connaître une seule personne. Je pense que vous n'avez pas besoin d'être né quelque part pour y faire de la politique. En revanche, vous devez y vivre et vous battre pour son développement. C'est ce que j'ai fait pendant trois ans ». Ce travail de labour, dans un département rural et agricole, paye à l'occasion des élections législatives de 2012. À la surprise générale, l'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux est élu député de la 5^e circonscription de l'Ain à seulement 32 ans. « Je n'étais pas favori, loin s'en faut. J'avais un adversaire à gauche, un autre à droite. Je ne suis pas un homme de réseau mais de terrain. Je crois à l'ancrage régional. Cette élection, je ne la dois qu'à moi-même ». Il siège alors pour la première fois au Palais Bourbon le 26 juin 2012 au sein du Groupe UMP.

De benjamin à cadet

Si l'ancien benjamin des eurodéputés français s'est fait un nom dans le Landerneau politique, il le doit aussi à la lettre qu'il écrit à Nicolas Sarkozy en fin d'année 2011. L'homme a pris ses distances avec Hervé Morin qui décide de se présenter aux élections présidentielles. « Je me suis coupé d'un ami qui m'a beaucoup aidé mais j'ai la conviction six mois avant l'échéance qu'il faut un candidat unique et que celui-ci doit être Nicolas Sarkozy ». Sa rencontre avec le chef de l'Etat s'effectue en décembre à l'Elysée un mercredi matin. « Le Président m'avait accordé 15 minutes. Nous sommes restés à discuter une demi-heure ». Dans le couloir, la moitié du Gouvernement fait le pied de grue juste avant le Conseil des Ministres. « J'aime chez Nicolas Sarkozy son volontarisme. Il me lie à lui » explique celui qui, depuis, fait partie des « cadets-Bourbon » de Sarkozy. Il s'agit des jeunes élus de l'Assemblée nationale

que l'ancien Président rencontre et consulte en prévision « d'un éventuel retour » (sic). Représentant tous les courants de l'UMP, ces derniers sont vierges de tout héritage et, à l'image de Damien Abad, « souhaitent qu'on arrête de prendre les gens pour des idiots », prônant « la fin du conservatisme qui tue la droite ». « Je crois sincèrement qu'on ne fera plus la politique dans les vingt prochaines années comme on l'a fait précédemment. Il faut que ça change » explique-t-il, prenant l'image du Titanic pour évoquer une déliquescence de la chose publique. Et quand on lui fait remarquer que le plus célèbre naufrage de l'histoire résulte des fautes de son commandant, Damien Abad comprend le message. « Qu'il revienne ou pas, il faudra de toute façon faire émerger une nouvelle génération et de nouvelles pratiques plus éthiques et transparentes autour de quelqu'un d'expérience ».

(1): Aujourd'hui encore...

Pas une icône du handicap

Damien Abad est né avec l'arthrogrypose, une maladie rare qui se caractérise par une atrophie musculaire et un blocage des articulations. « Je vis avec sans en souffrir au quotidien. Je suis presque autonome. Sciences Po Bordeaux a joué aussi un rôle indirect puisqu'à 19 ans, en quittant mes parents et en me retrouvant seul à Bordeaux, il a bien fallu que je me débrouille ». Hyperactif (natation, ski de fond, tennis de table, football...), l'homme possède une volonté hors du commun avec un mental digne des sportifs de haut niveau. « Ce handicap a probablement contribué à mon envie de me surpasser. Il me permet aussi de prendre du recul sur les choses ». Première personne handicapée à être élue à l'Assemblée nationale, il dit éprouver « une grande fierté et une immense responsabilité, en espérant initier un mouvement ». Pour autant, il voit dans cette situation « l'expression du retard français en matière d'intégration du handicap qui ne doit pas être abordé sous l'angle de la condescendance, de la compassion ni de la pitié ». À ce titre, l'homme du centre doit jouer les équilibristes. « Je suis un spécialiste des questions économiques et budgétaires, pas du handicap. Je ne veux pas devenir une icône de cette thématique. Dans le même temps, je ne vais pas rejeter ce que je suis mais je dois au contraire œuvrer pour faire avancer les mentalités ». Ainsi, notre homme défend l'idée que toute nouvelle loi, quelle qu'elle soit, doit intégrer un volet handicap « décloisonner la question ». Quant à son avenir, Damien Abad ne tire aucun plan sur la comète. « Je n'ai pas de plan de carrière, pas d'objectif, pas de limite. Une ambition nationale n'est pas illégitime. Si cela doit arriver, cela viendra naturellement ». Réponse peut-être en 2017 et/ou après...



Le gros œuvre en action

Nous reprenons en ce mois d'avril le récit de l'extension de l'Institut. Les travaux de gros œuvre ont beaucoup avancé malgré des conditions climatiques très difficiles cet hiver. La construction de la nouvelle extension de 6 000 m², à l'Est de l'existant, avance à grands pas, et la livraison de quatre nouveaux amphis, sur l'emprise de l'ancien parvis de l'institut, est programmée pour la rentrée 2014-2015.

Le chantier de l'extension de Sciences Po Bordeaux a débuté officiellement en mai 2013. Après 11 mois seulement, les changements opérés sont spectaculaires. On sait que la destruction de l'aile Recherche de l'établissement avait conduit au transfert de toutes ses activités - y compris de sa bibliothèque et d'une partie de son imposant fonds documentaire - dans des bâtiments provisoires installés spécialement pour l'occasion. Sur l'emplacement laissé vacant, un bâtiment sur quatre niveaux (R+2), est en cours de création (image 1). Les travaux de gros œuvre devraient s'achever fin avril et laissent déjà imaginer le volume de cet espace de 6 000 m² lorsqu'il sera terminé. Sa livraison est prévue pour les prochaines vacances de Toussaint. Elle permettra alors de déplacer les étudiants, enseignants et personnels administratifs des locaux actuels de l'école pour les reloger dans ce nouvel édifice. Les locaux dédiés à la recherche installés provisoirement dans des constructions modulaires, seront également réintégrés dans ce nouveau corps de bâtiment (image 2). Ce jeu de chaises musicales est indispensable pour attaquer la deuxième phase du chantier – la restructuration complète et l'élévation du bâtiment « historique » de l'IEP – tout en continuant à occuper les lieux. « Nous allons réussir à regrouper tout le monde dans ce nouveau bâtiment le temps que les travaux de réhabilitation et d'extension des locaux actuels soient effectués. Sauf aléas de chantier qui pourraient retarder la livraison

de la première tranche de travaux, nous avons fixé pour cible le dernier trimestre de 2014 pour orchestrer cette migration » expliquent Didier Chabault, Emmanuel Nadal et Paul Rouger, triumvirat¹ chargé de la conduite de ce projet d'envergure.

De nouveaux amphis bientôt disponibles

Parallèlement aux travaux évoqués ci-dessus, le chantier couvre également une zone située sur le parvis devant l'ancienne entrée de l'école (image 3). Celle-ci a laissé la place à la construction de quatre nouveaux amphis. Ils viendront s'ajouter aux historiques amphis Montesquieu et Siegfried qui continueront d'accueillir les Rencontres Sciences Po / Sud Ouest. Ces nouveaux lieux de cours ont été dimensionnés pour répondre aux besoins pédagogiques de l'école, mais aussi répondre à d'autres usages : colloques, ateliers, forums, etc. Deux amphis disposeront de 150 places chacun, deux autres de 90 places. Leur livraison est prévue en septembre-octobre 2014. Celle-ci ferait presque oublier que le chantier a pris quelques semaines de retard pour des raisons indépendantes de la volonté de l'école, du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage. « Un sérieux problème d'alimentation électrique au démarrage du chantier associé à des conditions météorologiques très défavorables cet hiver ont fait perdre un peu de temps »

constate Sciences Po Bordeaux, particulièrement vigilant sur le bon déroulement d'un projet complexe qui engendre forcément des nuisances. « Notre objectif est d'assurer la continuité de l'activité et de veiller à limiter autant que faire se peut les désagréments, avec une attention toute particulière sur les conditions de sécurité ». Sciences Po Bordeaux peut actuellement accueillir en effet jusqu'à 1 300 personnes par jour ; celles-ci doivent pouvoir se déplacer en toute sécurité. À ce titre, une réflexion poussée est en cours avec l'équipe de maîtrise d'œuvre pour formaliser les circulations futures sur le site lors de la réhabilitation de la partie centrale de l'école, afin de réduire les risques d'interférence avec le chantier. Un coordinateur SPS (Sécurité et protection de la santé) est spécifiquement en charge de la sécurité et de la protection de la santé des acteurs du chantier. Sa mission concerne plus spécifiquement les entreprises en co-activité dans l'enceinte du chantier, mais l'IEP veille à ce que ses prescriptions s'appliquent également pour minimiser les risques encourus par les usagers. Avec les travaux de second œuvre qui débutent, c'est une véritable fourmilière de professionnels qui s'activera à terme à travers 17 lots techniques différents. Un sacré chantier

¹ Respectivement Secrétaire général, Secrétaire général adjoint et Directeur informatique de Sciences Po Bordeaux





